

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n° 24
67050 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 11 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABLIERE OESCH

Grossundsfeld
ZERC2
67380 LINGOLSHEIM

Références : 0094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2022 dans l'établissement SABLIERE OESCH implanté Grossundsfeld - ZERC2 - 67380 LINGOLSHEIM. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée afin de vérifier la mise en oeuvre d'actions correctives à la suite des mises en demeure du 11 mars et du 4 novembre 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIERE OESCH
- Grossundsfeld - ZERC2 - 67380 LINGOLSHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006700094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Sablière Oesch exploite une gravière et des installations de traitement des matériaux. Les matériaux sont extraits à la drague à grappin sous eau.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de mises en demeure (espèces protégées, stabilité des talus, distances de sécurité, plan d'exploitation)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Stabilité des talus de la carrière	Arrêté Préfectoral du 29/03/2018, article 12.1	/	Lettre de suite préfectorale
Bande de protection périphérique	AP Complémentaire du 03/04/2019, article 2	/	Lettre de suite préfectorale
Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2018, article 13.5	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Espèces protégées	AP Complémentaire du 03/04/2019, article 3	/	Astreinte
Espèces exotiques envahissantes	Arrêté Préfectoral du 29/03/2018, article 3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mise en demeure du 11/03/2019 espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 29/03/2018, article 3.1	/	Sans objet
Plan d'exploitation et profils	Arrêté Préfectoral du 29/03/2018, article 13.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection que l'exploitant a partiellement déféré à la mise en demeure du 11 mars 2019 (suivis écologiques et profils supplémentaires). Concernant l'analyse de la stabilité des talus de la carrière, une étude complémentaire est en cours afin d'évaluer les risques pour les terrains voisins, notamment côté ouest.

Concernant la mise en demeure du 4 novembre 2019, il a été constaté que l'exploitant n'a pas déféré à la mise en demeure. Une astreinte administrative est proposée pour les points relatifs à la restauration d'un habitat de la Linotte mélodieuse.

De plus, pour le point relatif à la reconstitution de la bande de protection périphérique, des précisions sont attendues et notamment la transmission d'un plan actualisé dans un délai d'un mois.

En outre, il a été constaté que l'exploitant n'a pas mis en oeuvre les préconisations relatives au traitement des espèces exotiques envahissantes. En conséquence, une mise en demeure est proposée à la préfète.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mise en demeure du 11/03/2019 - espèces protégées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2018, article 3.1
Thème(s) : Autre, Suivis écologiques
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre : <ul style="list-style-type: none">• les mesures prévues par l'arrêté du 11 septembre 2017 portant dérogation aux interdictions au titre des espèces protégées annexé au présent arrêté ainsi que les mesures, relatives au Crapaud vert, mentionnées en annexe I ;• les mesures énumérées dans le chapitre 5 de l'étude écologique et notamment :<ul style="list-style-type: none">◦ la circulation des engins sur la piste d'exploitation à l'Est est interdite pendant les mois de juin, juillet et août, pour préserver les stations de Chénopode botrys ;◦ la circulation des engins et des véhicules en dehors des pistes est interdite ;◦ le fauchage n'est pas autorisé entre le 1er avril et le 31 août. <p>4. de l'article 3 de l'arrêté du 11 septembre 2017 :</p> <p>Un suivi écologique annuel des mesures est mis en place sur le site, du début jusqu'à la fin de l'autorisation d'exploitation, ainsi que pendant une année suivant la fin d'exploitation. Il permet :</p> <ul style="list-style-type: none">• de vérifier la réalisation des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation prévues ;• d'évaluer leur efficacité vis-à-vis de la faune ;• d'apporter des ajustements aux mesures en cas de besoin. <p>Ce suivi prend la forme d'une visite annuelle ainsi qu'une rédaction d'un compte-rendu à l'issue de chaque visite.</p> <p>En cas de non atteinte des objectifs ou du maintien des populations, des mesures correctrices sont mises en œuvre et les opérations de gestion envisagées sont adaptées.</p>
Constats : Par arrêté du 11 mars 2019, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté du 29 mars 2018 considérant notamment l'absence de suivi écologique, d'aménagement et d'entretien d'une zone pour l'Hirondelle de rivage. <p>L'exploitant a présenté les rapports des suivis écologiques réalisés par l'ENCEM en 2020 et en 2021.</p> <p>En outre, concernant l'Hirondelle de rivage, le rapport des suivis 2021 précise que le rafraîchissement du front n'était pas nécessaire en 2021 car il semblait convenir à l'espèce.</p> <p>Par ailleurs, ce rapport de suivi justifie également que la surface de mares aménagées est conforme aux dispositions prescrites par l'arrêté du 11 septembre 2017.</p> <p>L'exploitant a déféré à la mise en demeure du 11 mars 2019 pour ce point.</p>
Observations : Le rapport des suivis réalisés en 2021 préconise des mesures de gestion : <ul style="list-style-type: none">• hibernacula <p>Les hibernaculums H5 et H7 feront l'objet de dépôt minéraux supplémentaires, de granulométrie variable comme cela a déjà été fait, afin d'améliorer leur fonctionnalité. Les matériaux meubles doivent déborder de la structure en bois et la masquer au moins en partie afin que cela soit suffisant. La végétation des hibernaculums H5, H6 et H7 devra être entretenue pour qu'ils soient fonctionnels. Une attention devra aussi être portée à l'hibernaculum H2 qui commence à être envahi de ronces.</p> <ul style="list-style-type: none">• dépression inondée au nord-ouest du stock de terres végétales <p>Mise en défens de la petite dépression inondée au nord-ouest du stock de terre végétale.</p> <p>Ces mesures n'ont pas été mises en œuvre.</p> <p>Il convient que l'exploitant mette en œuvre les préconisations du rapport de suivi.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stabilité des talus de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2018, article 12.1

Thème(s) : Autre, Rapport géotechnique et mesures à mettre en oeuvre

Prescription contrôlée :

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport géotechnique, réalisé par une entreprise spécialisée, sur la stabilité des talus, hors d'eau et sous eau de la carrière. Le cas échéant, il présente les mesures à mettre en oeuvre pour assurer leur stabilité et un échéancier.

Constats :

Par arrêté du 11 mars 2019, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 12.1 de l'arrêté du 29 mars 2018.

Par lettre du 2 septembre 2019, l'exploitant a transmis une étude de stabilité réalisée par Antea (rapport n° A99889/version A - 16 juillet 2019).

Par lettre du 21 octobre 2019, il a été demandé à l'exploitant de compléter l'étude géotechnique en intégrant notamment les remarques mentionnées ci-dessous :

- l'étude doit statuer sur la stabilité des talus de l'ensemble de la carrière, sous eau et hors d'eau et en particulier ceux présentant des pentes non conformes (la partie nord de la carrière devra également être analysée, s'il s'avère que les pentes y sont supérieures à 1/2,5) ;
- [...] ;
- Les zones dont la stabilité à long terme n'est pas assurée devront être clairement identifiées ;
- Si un remblaiement est nécessaire, il conviendra de définir les zones prioritaires au regard des enjeux (dépôt Lidl à l'ouest, versus champs au sud et carrière à l'est). De plus, les éléments suivants devront être précisés :
 - les zones à remblayer ;
 - la quantité de matériaux nécessaires pour assurer la stabilité des talus à long terme ;
 - la quantité de matériaux disponibles sur le site ;
 - les caractéristiques de ces matériaux et leur compatibilité au regard des exigences précisées dans l'étude Antea ;
 - les modalités de remblaiement prévues ;
 - un échéancier relatif à la réalisation des travaux au regard des éventuelles priorités qui seront définies.
- Si, dans certains cas, un remblaiement n'est pas nécessaire, il conviendra de le justifier.

L'exploitant a présenté le rapport n° A99889/version B du 14 février 2022 qui complète la version précédente avec l'analyse de profils supplémentaires.

Des modélisations complémentaires ont été réalisées à l'est (côté gravière Eqiom) et au sud-ouest (terrains agricoles).

Les modélisations réalisées montrent que la stabilité des pentes des talus n'est pas satisfaisante sur le long terme compte tenu des coefficients de sécurité recherchés.

Elle précise que les zones de la gravière dont les pentes sont supérieures à 1V/2,5H, sur des surfaces assez importantes, devront être remblayées. Les secteurs ponctuels inférieurs à 100 m² peuvent être négligés, la stabilité d'ensemble du talus étant bonne par ailleurs, si toutefois les zones concernées n'ont pas une pente supérieure à 3H/2V.

Par courriel du 7 mars, l'étude a été complétée avec le calcul des zones de glissements en cas de glissement important.

Côté est (gravière Eqiom), des glissements potentiels pourraient concerner des terrains jusqu'à environ 10 mètres au-delà de la limite d'autorisation en cas de séisme. Dans les autres cas étudiés (à l'est (gravière Eqiom) et au sud (terres agricoles)), les cercles de glissement ne présentant pas une sécurité satisfaisante par rapport aux objectifs recherchés concernant les terrains entre 2 et 9 mètres au-delà de la limite d'autorisation. Toutefois, côté ouest (plateforme logistique Lidl), aucune analyse n'a été réalisée alors que les pentes sont également non conformes.

Des calculs complémentaires sont en cours.

A ce stade, les éléments présentés par l'exploitant ne répondent pas à la demande formulée par lettre du 2 septembre 2019.

Observations : Considérant les démarches en cours, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade.

Toutefois, à défaut d'une réponse complète dans un délai de deux mois, une astreinte pourra être proposée.

Il ressort des premiers éléments présentés que de nombreux secteurs ne présentent pas une stabilité satisfaisante par rapport aux objectifs de sécurité recherchés.

Il convient que l'exploitant transmette des éléments complémentaires en identifiant les secteurs susceptibles de présenter un risque pour les terrains voisins.

De plus, si nécessaire, il convient d'identifier les secteurs pertinents nécessitant des travaux de remblaiement au regard des enjeux (côté est, une exploitation de la zone située entre les deux gravières ne pas être exclue à long terme, en conséquence un remblaiement ne paraît pas opportun ; côté sud, l'exploitant a indiqué qu'il envisageait une extension afin de régulariser la situation).

En outre, à ce stade, il n'apparaît pas opportun d'envisager des travaux de remblaiement dans les secteurs pour lesquels il est démontré qu'aucun risque n'existe pour les terrains voisins.

Si un remblaiement est nécessaire, il conviendra que l'exploitant précise les éléments indiqués dans la lettre du 2 septembre 2019 et rappelés ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation et profils

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2018, article 13.5

Thème(s) : Autre, Profils

Prescription contrôlée :

Avec le premier plan d'exploitation établi après la notification de l'autorisation, des coupes sont réalisées tout autour du plan d'eau, tous les 100 mètres

Constats : Par arrêté du 11 mars 2019, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 13.5 de l'arrêté du 29 mars 2018.

Par courriel du 22 février 2022, l'exploitant a présenté 3 profils complémentaires à ceux déjà présentés.

L'exploitant a déféré à la mise en demeure du 11 mars 2019 pour ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bande de protection périphérique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2019, article 2

Thème(s) : Autre, Reconstitution en partie sud-ouest

Prescription contrôlée :

L'exploitant reconstitue, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, la bande de protection périphérique dans les parties sud et sud-ouest du périmètre autorisé par arrêté du 29 mars 2018 susvisé.

Le niveau des terrains est ramené jusqu'au niveau naturel des terrains sur une largeur d'au moins 10 mètres à partir des limites du périmètre autorisé.

Les travaux sont réalisés de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Le remblayage ne nuit pas à la qualité des sols et à la qualité et au bon écoulement des eaux.

L'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, un document précisant les modalités de reconstitution de la bande de protection périphérique. Il précise :

- les zones concernées identifiées sur un plan à l'échelle 1/1000 ;
- le volume de matériaux nécessaires ;
- la nature des matériaux utilisés pour reconstituer la bande de protection périphérique ;
- les pentes à respecter, justifiées sur la base d'éléments géotechniques, pour assurer la stabilité des talus compte tenu de la nature des matériaux utilisés ;
- les modalités mises en œuvre pour reconstituer la bande de protection périphérique ;
- l'échéancier des travaux.

Dans un délai de deux mois après la fin des travaux, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées une mise à jour du plan d'exploitation justifiant de la reconstitution de la bande de protection périphérique.

Constats : Par arrêté du 04 novembre 2019, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 03 avril 2019.

Le document précisant les modalités de reconstitution de la bande de protection périphérique n'a pas été présenté à l'Inspection.

Toutefois, l'exploitant a indiqué avoir procédé à des remblaiements au cours de l'année 2021 en partie sud-ouest du périmètre de la carrière.

Aucun relevé n'a été réalisé depuis permettant de justifier la mise en conformité (d'après le dernier plan établi le 08 février 2021 par le cabinet de géomètres experts Lambert, la bande périphérique n'a pas été reconstituée dans son intégralité en partie sud-ouest).

Au regard des constats réalisés en inspection, l'Inspection émet des doutes sur la mise en œuvre d'un remblaiement suffisant en partie sud-ouest (parcelles 501 et 370) pour reconstituer la bande de 10 mètres.

Concernant la partie sud (parcelles 126, 374, 378, 380, 386 et 382), l'exploitant a indiqué qu'un remembrement est en cours et que, dans ce cadre, il souhaiterait solliciter une extension afin de régulariser la bande de protection périphérique sur tout le linéaire.

Observations : Il convient que l'exploitant transmette un plan dans un délai d'un mois. Des sanctions administratives pourront être proposées si la bande de protection périphérique n'a pas été intégralement reconstituée en partie sud-ouest.

Concernant la partie sud, il convient que l'exploitant présente un plan à porter à connaissance pour la régularisation de la bande de protection périphérique dans un délai de douze mois.

L'exploitant devra déterminer une surface adaptée afin de supprimer tout risque pour les terrains voisins (cf constat précédent : les cercles de glissement ne présentant pas une sécurité satisfaisante par rapport aux objectifs recherchés concernant les terrains entre 2 et 9 mètres au-delà de la limite d'autorisation).

Il est rappelé que les extensions de carrières inférieures à 25 ha sont soumises à examen au cas par cas en vue d'une dispense d'évaluation environnementale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2018, article 13.5
Thème(s) : Autre, Contenu du plan
Prescription contrôlée : 13.5 L'exploitant établit un plan à une échelle au moins aussi précise que le 1/1000, orienté. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert et doit indiquer : <ul style="list-style-type: none">• les pistes et voies de circulation ;• la position des dispositifs de clôture ;• les courbes de niveau et les cotes d'altitude des points significatifs. 13.6 Le plan d'exploitation est mis à jour au moins une fois par an. Le plan comporte toutes les informations énumérées à l'article 13.5.
Constats : Le plan du 8 février 2021 a partiellement été complété. Toutefois, les limites du front d'exploitation hors d'eau ne sont pas représentées en partie sud/sud-est. De plus, aucun plan n'a été réalisé depuis cette date, soit depuis plus d'un an.
Observations : Il convient que l'exploitant présente un plan d'exploitation actualisé dans un délai d'un mois. A défaut, des suites administratives pourront être proposées. Sur le prochain plan, il convient que l'exploitant fasse représenter l'ensemble des fronts (y compris ceux hors d'eau), les zones remises en état, ainsi que les éventuelles zones défrichées non réaménagées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Espèces protégées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2019, article 3
Thème(s) : Autre, Habitat de la Linotte mélodieuse
Prescription contrôlée : L'exploitant présente à l'Inspection des installations classées, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, des mesures en faveur de la Linotte mélodieuse en compensation de la destruction de la zone qui devait être préservée pour cette espèce dans l'angle sud-ouest du périmètre autorisé. Ces mesures sont mises en œuvre et leur efficacité fait l'objet d'un suivi dans le cadre du suivi écologique prévu à l'article 3.1 de l'arrêté du 29 mars 2018. Ces mesures sont adaptées ou complétées si nécessaire en fonction des conclusions du suivi écologique
Constats : Par arrêté du 4 novembre 2019, l'exploitant a été mis en demeure de se conformer aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 3 avril 2019. Les rapports des suivis écologiques 2020 et 2021 présentent des mesures visant à reconstituer l'habitat de la Linotte mélodieuse : <i>« Afin de favoriser le développement rapide d'essences arbustives, le développement d'une haie éparsée spontanée est préconisé, en lieu et place de plantations dont la réussite de la reprise n'est pas assurée et demande de l'entretien. Le protocole de mise en place de cette haie spontanée sera le suivant : en début d'automne, des rameaux fructifères d'aubépine, de prunellier et d'églantier (et autres résidus de taille de ligneux indigènes) seront déposés au sommet du talus. Cinq amas de rameaux seront répartis le long de la bande. Ils s'étendront chacun sur environ 2 m x 2 m, pour 1,5 m de haut. La présence de fruits sera attractive pour la faune sauvage locale et les branchages fourniront des perchoirs intéressants pour de nombreux oiseaux. Par leurs déjections, la faune assurera la dissémination des graines des rameaux, et apporteront de nouvelles graines. Les branchages pourront produire de nouveaux rejets et fourniront également une protection aux jeunes pousses ».</i>

Il a été constaté au cours de l'inspection qu'elles n'ont pas été mises en œuvre par l'exploitant. L'exploitant n'a pas déféré à la mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Nom du point de contrôle : Espèces exotiques envahissantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2018, article 3.1

Thème(s) : Autre, Mesures de gestion

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre :

- les mesures prévues par l'arrêté du 11 septembre 2017 portant dérogation aux interdictions au titre des espèces protégées annexé au présent arrêté ainsi que les mesures relatives au Crapaud vert mentionnées en annexe I ;

Annexe I : Limitation des plantes invasives

Des mesures sont mises en œuvre pour éviter l'introduction de plantes invasives. En cas de constat de présence, les plantes invasives sont éradiquées, les déchets sont à éliminer par incinération.

Constats : Les rapport des suivis réalisés en 2020 et en 2021 préconisent des mesures de gestion pour la maîtrise des espèces exotiques envahissantes :

Buddleia de David : arrachage et introduction de concurrence végétale ;

Vergerette annuelle : fauchage et arrachage régulier et avant la floraison (juin) ;

Solidage géant : deux fauches annuelles (fin mai et mi-août).

Ces mesures n'ont pas été mises en œuvre par l'exploitant, ce qui constitue une non-conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

